Centre pour l'Environnement et le Développement

Brainforest
Protéger l'environnement est notre engagement

MEFP

OCDH
Observatoire Congolais des Droits de l'Homme



Atlas des zones exposées et des conflits liés a la terre et aux ressources

Mars 2018

Avec l'appui de l'Union Européenne

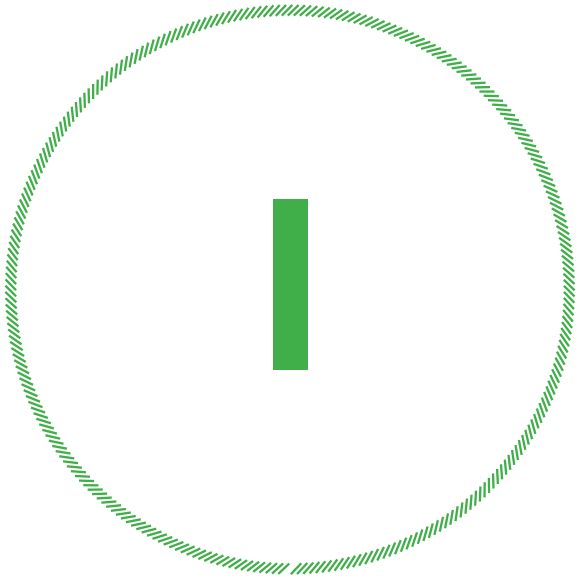
L'Atlas présente des zones dans lesquelles la compétition pour l'accès aux ressources naturelles et à la terre oppose des acteurs différents, et où la présence d'activités nouvelles induit une pression très forte sur les espaces. Ces situations sont susceptibles de rompre les équilibres, parfois séculaires, qui caractérisent les régions où elles s'observent, et peuvent conduire des individus ou des communautés à s'opposer vigoureusement à des activités menaçant de les priver de leurs moyens de subsistance. Le développement des grands projets d'infrastructure, la cession de droits pour l'exploitation de ressources naturelles (forêts, mines, pétrole), ou pour l'agro-industrie, les migrations forcées sous la poussée des menaces sécuritaires ou climatiques, la création d'aires protégées gérées de manière plus autoritaire que participative, se traduisent par des effets sociaux parfois désastreux pour les communautés. Le décalage entre le droit étatique et les droits traditionnels est parfois au cœur de ces conflits, chacune des parties s'estimant dans son droit, suivant son registre juridique de référence. L'ignorance du tort causé aux communautés riveraines par les opérations d'exploitation des espaces et des ressources de leur terroir traditionnel explique, dans certains cas, que les compagnies voire l'administration, s'obstinent à faire prévaloir leurs droits, même par le recours à la force. La plupart des zones à risque se situant dans les régions rurales parfois très enclavées, il est difficile pour les populations urbaines et pour l'opinion publique d'être informées en temps réel de ces conflits, laissant donc les communautés affectées dans une souffrance silencieuse.

L'objectif de l'Atlas est double :

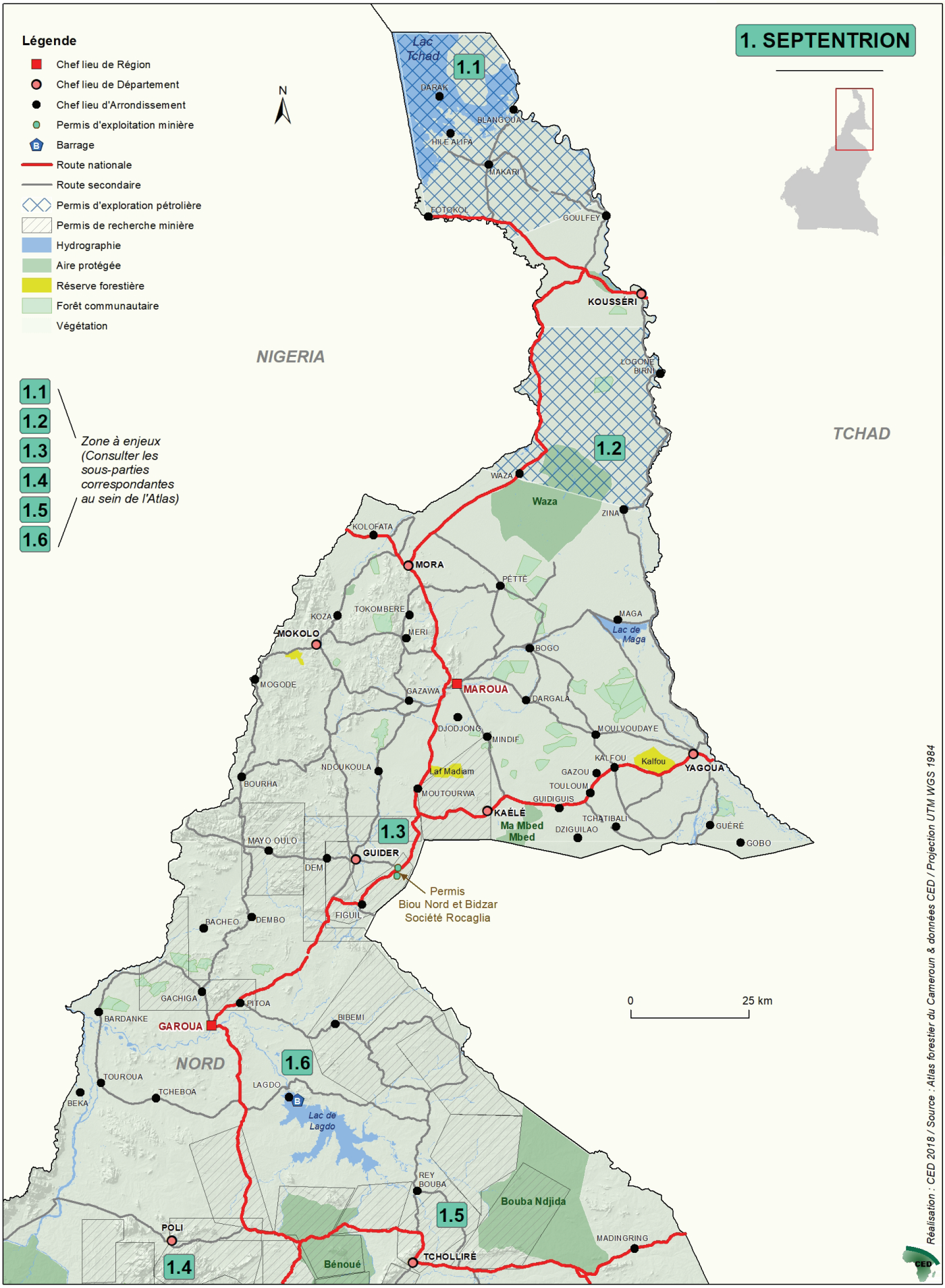
- Attirer l'attention des décideurs, des médias et du grand public sur la réalité des défenseurs de l'environnement, de plus en plus présente dans notre pays, mais encore ignorée par la législation et les pratiques ;
- Fournir aux ONG, investisseurs, agents de la conservation, administrations publiques et décideurs politiques nationaux et locaux, un outil d'information indiquant les lieux susceptibles d'abriter des conflits pour les espaces et les ressources. Le but de cette information est d'œuvrer collectivement à la prévention desdits conflits.

Le Centre pour l'Environnement et le Développement se propose de poursuivre le suivi de cette problématique, en collaboration avec ses partenaires dans les différentes régions du Cameroun et de la sous-région. Nous remercions les organisations et individus qui ont aidé à la collecte des données nécessaires à la production de cet Atlas (COMAID pour la région du Nord-Ouest, Développement Sans Frontières pour l'Adamaoua, CEFAID et Fusion Nature pour l'Est). Nous remercions également l'Union européenne pour son appui financier au projet Verdir les Droits de l'Homme dans le Bassin du Congo, dans le cadre duquel le présent Atlas a été produit.

Samuel Nguiffo
Secrétaire Général
Centre pour l'Environnement et le Développement



Septentrion


1. SEPTENTRION
Légende
Chef lieu de Région
Chef lieu de Département
Chef lieu d'Arrondissement
Permis d'exploitation minière
Barrage
Route nationale
Route secondaire
Permis d'exploration pétrolière
Permis de recherche minière
Hydrographie
Aire protégée
Réserve forestière
Forêt communautaire
Végétation
1.1
1.2
1.3
1.4
1.5
1.6
Zone à enjeux (Consulter les sous-parties correspondantes au sein de l'Atlas)
N
NIGERIA
TCHAD
Lac Tchad
DARAK
BLANGOUA
HILE ALIFA
MAKARI
FOTOKOL
GOULFEY
KOUSSÉRI
LOGONE BIRNI
WAZA
Waza
ZINA
KOLOFATA
MORA
PÉTTÉ
KOZA
TOKOMBERE
MERI
MOKOLO
MAGA
Lac de Maga
BOGO
MOGODE
GAZAWA
MAROUA
DARGALA
DJODJONG
MINDIF
MOULVOUDAYE
KALFOU
Kalfou
YAGOUA
NDOUKOULA
Laf Madiam
GAZOU
BOURHA
MOUTOURWA
TOULOUM
GUIDIGUIS
KAÉLÉ
Ma Mbed Mbed
TCHATIBALI
DZIGUILAO
GUÉRÉ
GOBO
MAYO OULO
GUIDER
DEM
Permis Biou Nord et Bidzar Société Rocaglia
FIGUIL
BACHEO
DEMBO
GACHIGA
PITOA
BARDANKE
GAROUA
BIBEMI
NORD
TOUROUA
TCHEBOA
LAGDO
BEKA
Lac de Lagdo
REY BOUBA
Bouba Ndjida
MADINGRING
POLI
Bénoué
TCHOLLIRÉ
0
25 km
Réalisation : CED 2018 / Source : Atlas forestier du Cameroun & données CED / Projection UTM WGS 1984

Septentrion

1. Risque dans la zone du Lac Tchad

Les ressources naturelles qui se trouvent dans la partie camerounaise du Lac Tchad font d'elle une zone très privilégiée. Toutefois, cette « oasis » est aujourd'hui menacée par plusieurs phénomènes d'ordre anthropique et naturel. Toutes choses qui portent atteinte à l'équilibre écologique et social de cette partie du territoire.

En effet, les longues de sécheresse au sahel ont eu des impacts négatifs sur les activités agropastorales. Certains agriculteurs et éleveurs ont été obligés de migrer aux abords du Lac Tchad à la recherche de pâturages et de terres agricoles. En outre, la crise sécuritaire provoquée par les attaques à répétition des hordes de barbares de la secte terroriste Boko Haram a entrainé le déplacement, vers les rives du Lac, de milliers de personnes venues du Nigéria, du Tchad et de certaines localités de la région de l'Extrême-Nord, qui s'adonnent à plusieurs activités principalement la pêche, l'élevage et l'agriculture.

Ainsi, l'augmentation, au fil des années, de la population autour du Lac Tchad, entraine sa surexploitation et la baisse du débit de ses affluents. La conjugaison de ces deux facteurs est à l'origine de la perte de 80% de la superficie du Lac en près de 40 ans. De plus, la très probable exploitation du pétrole dans cette zone n'est pas de nature à améliorer la situation.

Cette multiplicité d'usages et d'activités dans et autour du Lac pose le problème d'accès aux ressources naturelles qui s'y trouvent. La compétition entre les différents acteurs autour du contrôle et de la gestion desdites ressources est une source potentielle de conflits. De même, le rétrécissement de la superficie du Lac Tchad a une incidence sur les limites territoriales des Etats qui l'ont en partage ; son assèchement pourrait donc être une source potentielle de conflit frontalier.

2. Risque dans la zone de Waza

Le Parc de Waza est l'un des sites qui ont fait de l'Extrême-Nord une destination touristique du fait de la richesse de la faune qu'il abrite. Nonobstant sa très grande valeur pour la conservation de la biodiversité, l'intégrité de cette aire protégée est menacée par plusieurs facteurs.

Premièrement, la destruction des cultures des populations riveraines et les attaques des leurs animaux domestiques par les bêtes sauvages (éléphants, hippopotames et lions) en provenance du parc et la rareté des espaces agricoles ont donné naissance au conflit hommes-animaux. Les espèces fauniques sont constamment prises pour cible par les communautés riveraines du parc. Deuxièmement, les migrations autour de la réserve, favorisées par les attaques de Boko Haram, la crise centrafricaine et les changements climatiques, ont été suivies d'actes de braconnage. Enfin, l'attribution d'un permis d'exploration du pétrole à la société chinoise Yang Cheng sur une partie du parc de Waza est venue le fragiliser davantage.

L'enchevêtrement de ces droits incompatibles (aire protégée, exploration du pétrole et les multiples usages fonciers

des communautés) et l'insécurité née du braconnage et des attaques de Boko Haram, sont une source importante de conflits fonciers dans et autour du parc de Waza.

3. Risque dans le département du Mayo-Louti

Le département du Mayo-Louti se caractérise par la richesse de son sous-sol. La présence de plusieurs minerais (or, uranium, fer, platine, calcaire, marbre etc.) attire les investisseurs.

Dans l'arrondissement de Figuil, deux entreprises minières (CIMENCAM et ROCAGLIA) exploitent le marbre, le calcaire et le sable et ambitionnent d'étendre leurs permis dans les cantons de Biou et de Bidzar. A côté de ces entreprises, les exploitants artisanaux de l'or se sont installés le long de la frontière avec le Tchad. Du fait de l'accaparement des terres et de la pollution de l'eau, de l'air et du sol qui résultent de ces exploitations, des conflits fonciers existent entre les entreprises, les exploitants artisanaux et les communautés riveraines.

Pour ce qui est des permis de recherche, plusieurs ont été attribués dans presque tout le département. Ces permis concernent l'uranium, le fer, le platine, le marbre, le calcaire et l'or. Certaines de ces recherches ont abouti à la découverte de gisements, notamment l'uranium à Teubang à la frontière avec le Tchad, où la simple exploration a eu des impacts sur les communautés riveraines. Si ces permis de recherche aboutissent à des permis d'exploitation, l'exploitation de ces ressources entrainera inévitablement des conflits fonciers entre les exploitants et les communautés riveraines.

4. Risque dans l'arrondissement de Poli

Le potentiel en uranium du Cameroun a attiré beaucoup d'industriels. Une vingtaine de permis de recherche a été attribuée à des entreprises sur presque toute l'étendue du territoire. C'est ainsi que des permis de recherche d'uranium ont été délivrés à la compagnie Nu Energy Corporation sur les monts Kitongo et Domboulko dans l'arrondissement de Poli. A côté de Nu Energy, d'autres entreprises comme Société NAINA Cameroun ont obtenu des permis de recherche de l'or, tandis que la société AUCAM a fait des demandes d'obtention de permis pour la bauxite.

Les effets négatifs de l'exploitation de l'uranium sur l'environnement et la santé n'étant plus à démontrer, il est à craindre que l'attribution des permis d'exploitation à ces entreprises ait des conséquences dramatiques sur la gestion foncière dans la zone.

5. Risque dans le département du Mayo-Rey

Le département du Mayo-Rey abrite deux aires protégées qui s'étendent sur 4000 Km². La zone est aussi très convoitée pour la richesse de son sous-sol. Le département est couvert par des permis de recherche de l'or, de la bauxite et de l'uranium.

Toutefois, certains de ces permis chevauchent les aires protégées qui sont déjà fragilisées par les actes de braconnage

et les attaques contre les forces de défense. Aussi, ces différents projets impactent considérablement sur la disponibilité des terres. Les communautés se plaignent déjà du manque de terres disponibles pour mener des activités agricoles, alors que le projet n'est qu'à la phase de recherche. Avec l'attribution des permis d'exploitation, les communautés seront coincées entre les deux parcs et les sites d'exploitation minière, ce qui aura pour conséquence la perte d'une bonne partie des terres qu'elles utilisent pour le développement de leurs activités économiques, sociales et culturelles. En outre, le chevauchement entre les aires protégées et les sites miniers aura pour conséquence la perturbation réciproque des activités de conservation de la biodiversité et celles d'exploitation minière.

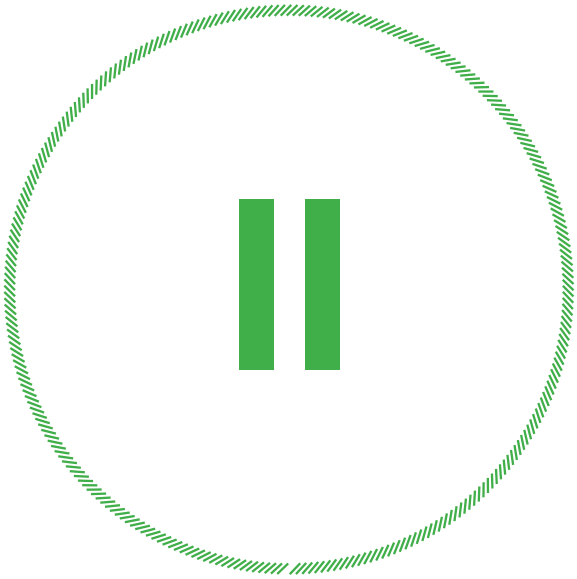
Dans les deux cas, les conflits liés à l'accès et à la gestion des terres et des espaces seront inévitables.

6. Risque dans le périmètre irrigué de Lagdo

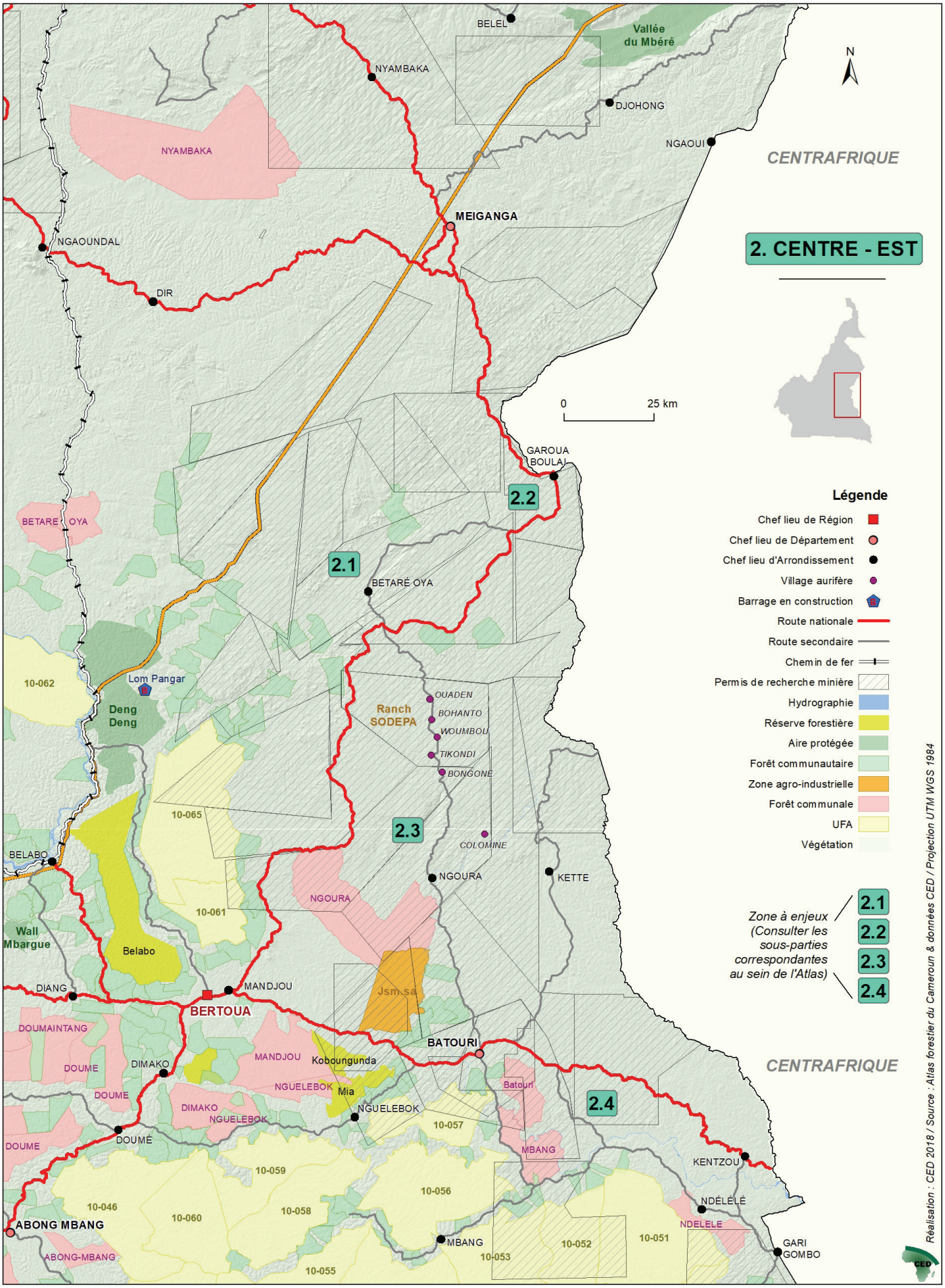
La construction du barrage de Lagdo, la création d'une zone agricole et l'implantation deux entreprises agricoles autour du périmètre irrigué de Lagdo ont entrainé des vagues de migrations vers cette localité. Ces migrations sont à l'origine de plusieurs conflits fonciers, notamment les conflits entre les migrants et les sociétés agricoles, les conflits liés à l'attribution des parcelles dans la mission d'étude et d'aménagement de la vallée supérieure de la Bénoué, les conflits nés de la compétition pour l'accès à la terre entre migrants et les communautés locales. En outre, le périmètre irrigué de Lagdo continue à attirer des investisseurs. Des projets agricoles visant notamment à développer la filière riz au Cameroun sont en cours dans la localité.

7. Risque dans tout le Septentrion

Les conflits entre éleveurs nomades et agriculteurs sont légion dans le Septentrion. A l'origine de plusieurs pertes en vies humaines et matérielles graves, ces conflits sont de plus en plus récurrents. Leurs causes sont diverses, parmi lesquelles la crise sécuritaire liée à Boko Haram au Nord-est du Nigéria, la crise en RCA, les vagues de sécheresse au sahel et les migrations liées au changement climatique.



Centre - Est


2. CENTRE - EST
BELEL
Vallée du Mbéré
NYAMBAKA
DJOHONG
NGAOUI
CENTRAFRIQUE
MEIGANGA
NGAOUNDAL
DIR
0
25 km
GAROUA BOULAI
2.2
2.1
BETARE OYA
Légende
Chef lieu de Région
Chef lieu de Département
Chef lieu d'Arrondissement
Village aurifère
Barrage en construction
Route nationale
Route secondaire
Chemin de fer
Permis de recherche minière
Hydrographie
Réserve forestière
Aire protégée
Forêt communautaire
Zone agro-industrielle
Forêt communale
UFA
Végétation
10-062
Lom Pangar
Deng Deng
Ranch SODEPA
OUADEN
BOHANTO
WOUMBOU
TIKONDI
BONGONE
10-065
2.3
COLOMINE
BELABO
NGOURA
KETTE
NGOURA
10-061
Wall Mbargue
Belabo
Zone à enjeux (Consulter les sous-parties correspondantes au sein de l'Atlas)
2.1
2.2
2.3
2.4
DIANG
MANDJOU
Jsm.sa
BERTOUA
DOUMAINTANG
BATOURI
DOUME
DIMAKO
MANDJOU
Koboungunda
CENTRAFRIQUE
NGUELEBOK
Mia
Batouri
DOUME
DIMAKO
NGUELEBOK
NGUELEBOK
2.4
10-057
DOUME
DOUMÉ
MBANG
KENTZOU
10-059
10-056
10-046
10-058
NDÉLÉLÉ
10-060
NDELELE
ABONG MBANG
MBANG
10-052
10-051
GARI GOMBO
ABONG-MBANG
10-053
10-055
Réalisation : CED 2018 / Source : Atlas forestier du Cameroun & données CED / Projection UTM WGS 1984

Centre – Est

1. Risque dans l'arrondissement de Betaré-Oya

L'arrondissement de Bétaré -Oya se caractérise par la richesse de son sous-sol en métaux précieux notamment l'or. La présence de ce minerai a eu pour conséquence d'attirer les chercheurs d'or aussi bien nationaux qu'étrangers.

En effet, à la faveur de la construction du barrage Lom Pangar et surtout de la nécessité de sauver 6 tonnes d'or qui se trouvaient dans la zone du projet, les entreprises chinoises et coréennes se sont installées dans la zone. Après l'opération de sauvetage de l'or, certaines de ces entreprises se sont lancées dans l'exploitation de l'or dans toute la localité. Le boom économique né de la présence de ces entreprises et la crise centrafricaine ont eu pour effet l'augmentation de la population dans l'arrondissement. Le désir d'investir dans l'exploitation de l'or étant le principal motif de cette migration, une compétition est née dans le contexte de la recherche de nouveaux gisements entre les communautés locales et les migrants (chinois, réfugiés centrafricain et nationaux camerounais). Cette recherche effrénée de l'or a un impact sur la disponibilité des terres.

La pollution des cours d'eau, la destruction du paysage, la non réhabilitation des sites, l'accaparement des terres par les entreprises chinoises et camerounaises, le déplacement des populations de la zone inondée du barrage, et surtout la baisse des revenus des communautés locales sont à l'origine de nombreux conflits causant des pertes en vie humaine.

2. Risque dans l'arrondissement de Garoua-Boulaï

Garoua-Boulaï est l'une des villes frontalières à la République Centrafricaine. Cet arrondissement du département de Lom et Djerem tient sa renommée par les réfugiés qu'il accueille à chaque crise en RCA.

Les crises à répétition en RCA et l'exploitation artisanale de l'or ont eu pour conséquence l'exode de milliers de personnes vers Garoua-Boulaï. Cette migration entraine de fortes pressions sur les ressources naturelles et les territoires de pâturages. S'il est vrai que les conflits fonciers ont toujours existé dans la zone, la présence des réfugiés a eu pour effet de les accentuer. Ceci dû notamment au besoin en bois d'œuvre et de chauffe, la compétition entre les éleveurs Mbororo centrafricains et les agriculteurs Gbaya, et entre les éleveurs camerounais et les éleveurs réfugiés centrafricains sur l'accès à la terre et aux parcours de transhumance et la recherche de nouveaux sites d'exploitation artisanale de l'or.

Cette pression foncière est l'origine des déséquilibres socio-économiques, la multiplication des conflits agro-pastoraux et les conflits fonciers entre les artisans miniers et les communautés locales dans la zone.

3. Risque dans l'arrondissement de Ngoura

L'arrondissement de Ngoura est célèbre pour ses villages aurifères notamment Colomine, Bohanto, Woumbou, Ouaden, Tikondi, Mbonda et Mbogon. L'exploitation artisanale y est pratiquée depuis plus de 80 et constitue la principale activité économique.

Mais, après le projet de sauvetage de 6 tonnes d'or à Betaré- Oya, les entreprises chinoises et coréennes ont migré dans cet arrondissement. Ces entreprises se sont lancées dans l'exploitation de l'or le long des cours d'eaux privant ainsi les artisans locaux de leurs sites traditionnels. Ces derniers ont été obligés de rechercher les sites d'exploitation vers la terre ferme abandonnant les marécages aux chinois et aux coréens.

En plus de l'exploitation minière, une bonne partie des villages de cet arrondissement est traversée par le ranch de la Société de développement et d'exploitation des productions animales (SODEPA) où les communautés riveraines ont interdiction d'y mener des activités minières, agricoles ou pastorales.

Il faut également souligner que cet arrondissement accueille des réfugiés centrafricains. Ces derniers sont pour la plupart des éleveurs qui ont fui les conflits avec leurs troupeaux.

La combinaison de tous ces éléments a entrainé une forte pression foncière dans l'arrondissement. L'accaparement des terres par les entreprises chinoises et par les élites, la non réhabilitation des anciens sites miniers, la recrudescence des conflits agropastoraux et les conflits fonciers entre certaines familles dans les villages sont autant de conséquences de cette compétition à l'accès aux ressources naturelles. De plus en plus les terres cultivables se font rares et l'exploitation de l'or nécessite plus de moyens technologiques, l'attribution des permis de recherche sur le peu d'espace disponible sonnent comme le début du compte à rebours de conflits fonciers dans la zone.

4. Risque dans le département de la Kadey

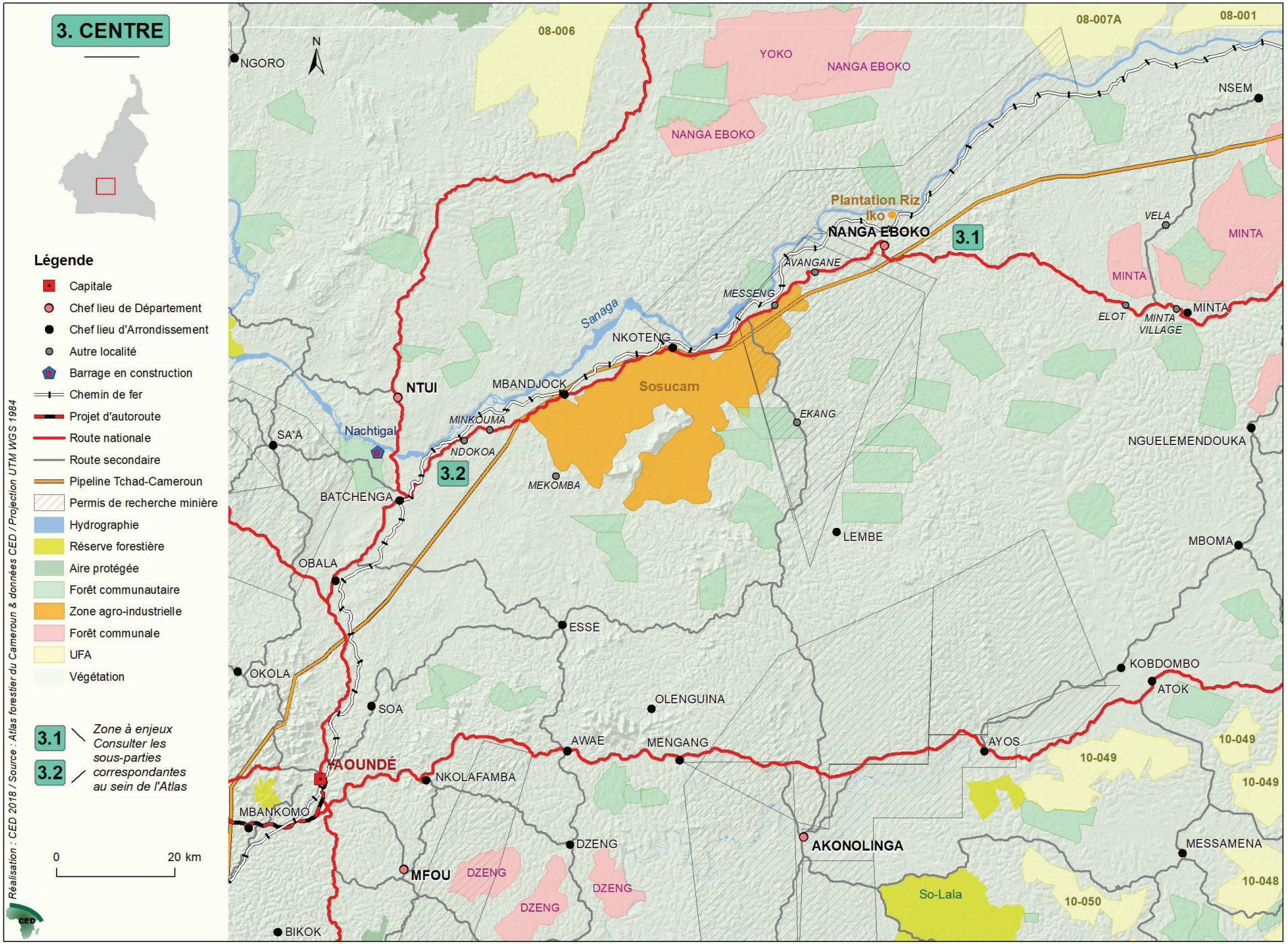
Le département de la Kadey est l'un des départements de la région de l'Est Cameroun. Il se caractérise par l'exploitation des différents types de ressources naturelles mais aussi par la forte présence des réfugiés centrafricains et leurs troupeaux de bétails.

Les permis de recherche de l'or chevauchent avec les UFA, les forêts communales et communautaires, une agro-industrie et les réserves forestières. En plus de ces titres, l'exploitation artisanales de l'or avec son lot d'impacts négatifs est pratiquée dans presque tout le département.

Le boum démographique et la superposition d'intérêts parfois contradictoires que connait cette partie du territoire entraine une rivalité pour l'accès et la gestion des espaces disponibles. Toute chose qui peut aboutir à des conflits fonciers dans ce département.



Centre


3. CENTRE
Légende
Capitale
Chef lieu de Département
Chef lieu d'Arrondissement
Autre localité
Barrage en construction
Chemin de fer
Projet d'autoroute
Route nationale
Route secondaire
Pipeline Tchad-Cameroun
Permis de recherche minière
Hydrographie
Réserve forestière
Aire protégée
Forêt communautaire
Zone agro-industrielle
Forêt communale
UFA
Végétation
3.1 Zone à enjeux Consulter les sous-parties correspondantes au sein de l'Atlas
3.2
0
20 km
Réalisation : CED 2018 / Source : Atlas forestier du Cameroun & données CED / Projection UTM WGS 1984
N
NGORO
08-006
YOKO
NANGA EBOKO
NANGA EBOKO
08-007A
08-001
NSEM
Plantation Riz Iko
NANGA EBOKO
3.1
VELA
MINTA
MINTA
AVANGANE
MESSENG
Sanaga
NKOTENG
ELOT
MINTA VILLAGE
MINTA
NTUI
MBANDJOCK
Sosucam
EKANG
NGUELEMENDOUKA
SA'A
Nachtigal
MINKOUMA
NDOKOA
3.2
MEKOMBA
BATCHENGA
LEMBE
MBOMA
OBALA
ESSE
KOBDOMBO
ATOK
OKOLA
SOA
OLENGUINA
AWAE
MENGANG
AYOS
10-049
10-049
10-049
YAOUNDÉ
NKOLAFAMBA
MBANKOMO
DZENG
AKONOLINGA
MESSAMENA
MFOU
DZENG
DZENG
DZENG
So-Lala
10-050
10-048
BIKOK

Centre

1. Risque dans la zone de Nanga-Eboko

Chef-lieu du département de la Haute-Sanaga, Nanga Eboko se caractérise par son relief propice aux activités agricoles. C'est ce qui a justifié l'arrivée des investisseurs chinois dans la localité en vue de la production de riz. De même, le gouvernement a lancé, avec des partenaires coréens, des agropoles de riz au premier trimestre 2018.

Les atouts forestiers de cette localité ont permis le développement de forêts communautaires et communales mais aussi d'unités forestières d'aménagement. Ce qui a entrainé une recrudescence des cas d'exploitation illégale des forêts.

Le sous-sol de l'arrondissement de Nanga-Eboko, tout comme son sol, regorge de minerais d'où l'attribution de permis de recherche de l'or et de rutile à l'entreprise Archidona Minérales SA.

La richesse en ressources naturelles de cette localité a encouragé l'afflux de migrants et l'accaparement des terres par les élites (l'arrondissement étant celui d'origine de la première dame). La construction du pipeline Tchad-Cameroun a eu pour conséquence le déplacement de plusieurs communautés mais aussi l'arrivée d'autres à la recherche d'opportunités diverses.

Cette ruée vers Nanga-Eboko et ses terres a eu des conséquences néfastes sur la disponibilité des terres et des ressources. Certaines communautés locales ne disposent pas d'espaces suffisants pour satisfaire leurs besoins primaires, et sont parfois obligées de s'approvisionner en vivres frais dans les marchés d'autres arrondissements, voire aller jusqu'à la capitale Yaoundé. Cette situation a des impacts sur la paix sociale.

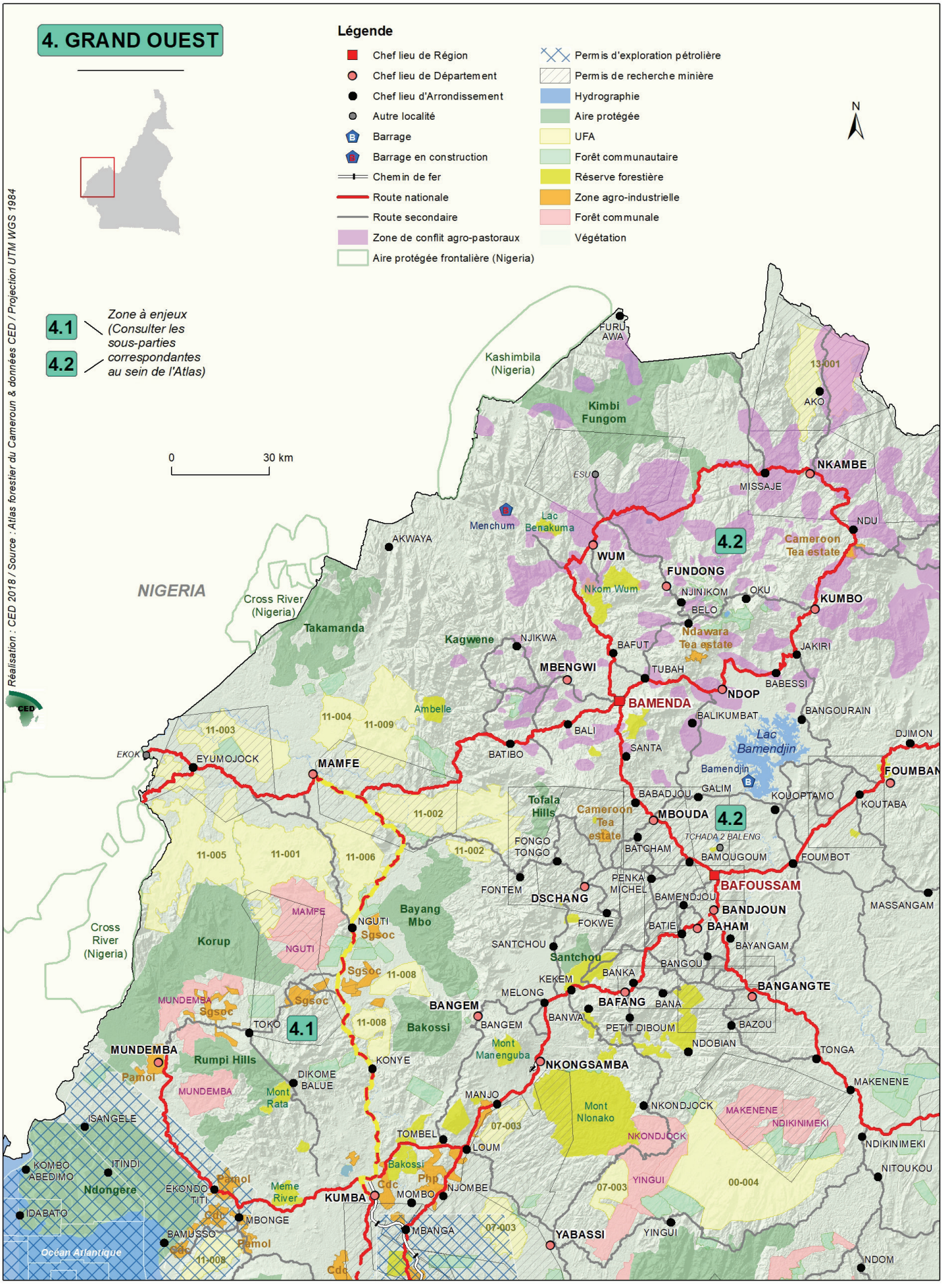
Dans le département du Nyong-et-Mfoumou, des permis de recherche minière ont été attribués. On y observe des projets de conservation de la biodiversité, notamment la réserve forestière. Des exploitations forestières sont également présentes dans la zone, en l'occurrence des Unités forestières d'aménagement et des forêts communautaires. On y observe dans le même temps un véritable accaparement des terres par les élites, toutes choses qui sont également perceptibles autour de la zone du barrage de Nachtigal et autour des plantations de la SOSUCAM à Mbanjock et Nkoteng.

Autour de la zone du barrage de Nachtigal, l'ouvrage à construire apparait comme une entrave à l'accès à la terre. L'exploitation forestière y a cours à telle enseigne qu'on y retrouve des UFA et des forêts communautaires. L'exploitation minière y est perceptible au travers de permis de recherche minière.

Autour des plantations de la SOSUCAM, à Mbandjock et à Nkoteng, on observe la présence d'agro-industries, en l'occurrence SOSUCAM. Le passage du pipeline Tchad-Cameroun dans la zone a également été une source de problèmes quant aux droits fonciers des communautés riveraines. L'exploitation minière a cours dans la zone avec la présence de permis de recherche du rutile.



Grand Ouest


4. GRAND OUEST
Légende
Chef lieu de Région
Chef lieu de Département
Chef lieu d'Arrondissement
Autre localité
Barrage
Barrage en construction
Chemin de fer
Route nationale
Route secondaire
Zone de conflit agro-pastoraux
Aire protégée frontalière (Nigeria)
Permis d'exploration pétrolière
Permis de recherche minière
Hydrographie
Aire protégée
UFA
Forêt communautaire
Réserve forestière
Zone agro-industrielle
Forêt communale
Végétation
N
4.1
4.2
Zone à enjeux (Consulter les sous-parties correspondantes au sein de l'Atlas)
0
30 km
Réalisation : CED 2018 / Source : Atlas forestier du Cameroun & données CED / Projection UTM WGS 1984
NIGERIA
Cross River (Nigeria)
Kashimbila (Nigeria)
Océan Atlantique
FURU AWA
AKO
Kimbi Fungom
ESU
MISSAJE
NKAMBE
NDU
Menchum
Lac Benakuma
AKWAYA
WUM
Cameroon Tea estate
FUNDONG
Nkom Wum
NJINIKOM
OKU
KUMBO
BELO
Ndawara Tea estate
JAKIRI
Takamanda
Kagwene
NJIKWA
BAFUT
MBENGWI
TUBAH
BABESSI
NDOP
BAMENDA
BALIKUMBAT
BANGOURAIN
Ambelle
BALI
SANTA
Lac Bamendjin
DJIMON
EKOK
EYUMOJOCK
MAMFE
BATIBO
Bamendjin
FOUMBAN
BABADJOU
GALIM
KOUOPTAMO
KOUTABA
Tofala Hills
Cameroon Tea estate
MBOUDA
TCHADA 2 BALENG
FONGO TONGO
BATCHAM
BAMOUGOUM
FOUMBOT
PENKA MICHEL
FONTEM
DSCHANG
BAMENDJOU
BAFOUSSAM
MASSANGAM
BANDJOUN
FOKWE
BATIE
BAHAM
Korup
NGUTI
Sgsoc
Bayang Mbo
SANTCHOU
Santchou
BAYANGAM
BANGOU
BANKA
KEKEM
MELONG
BAFANG
BANA
BANGANGTE
BANGEM
BANWA
PETIT DIBOUM
BAZOU
Bakossi
Mont Manenguba
NDOBIAN
TONGA
MUNDEMBA
Rumpi Hills
Pamol
TOKO
KONYE
NKONGSAMBA
MAKENENE
DIKOME BALUE
Mont Rata
MANJO
Mont Nlonako
NKONDJOCK
NDIKINIMEKI
ISANGELE
TOMBEL
LOUM
KOMBO ABEDIMO
ITINDI
Ndongere
Bakossi
Php
Cdc
Meme River
EKONDO TITI
MOMBO
NJOMBE
KUMBA
NITOUKOU
IDABATO
MBONGE
MBANGA
YABASSI
YINGUI
BAMUSSO
NDOM
11-001
11-002
11-003
11-004
11-005
11-006
11-008
11-009
07-003
00-004
13-001

Grand Ouest

La zone du Sud-Ouest est caractérisée par une forte présence d'agro-industries avec pour conséquence directe une forte pression sur les terres traditionnelles des communautés riveraines. On dénombre entre autres agro-industries, Pamol, CDC, SGSOC Herakles Farms. A titre illustratif, l'agro-industrie SGSOC revendiquait une concession de 73.000 ha, impactant les moyens de subsistance de ces communautés. A la faveur des actions de la société civile, l'espace a été réduit à un peu moins de 20.000 ha. Avec la crise dans les régions anglophones, on a pu enregistrer un pic d'exploitation forestière illégale sur ces espaces.

Dans le même temps, des projets d'infrastructure, avec la construction de la route Kumba-Mamfe dans le département de la Manyu, exercent une pression sur les espaces traditionnels des communautés riveraines. Cette route se prolonge jusqu'au village Ekok, frontalier au Nigeria. Des problèmes d'indemnisations ont ainsi été répertoriés dans la zone. Les communautés se sont plaintes de l'absence et de faible indemnisation. Toutes choses qui pourraient aboutir à des tensions sociales exacerbées par la crise anglophone.

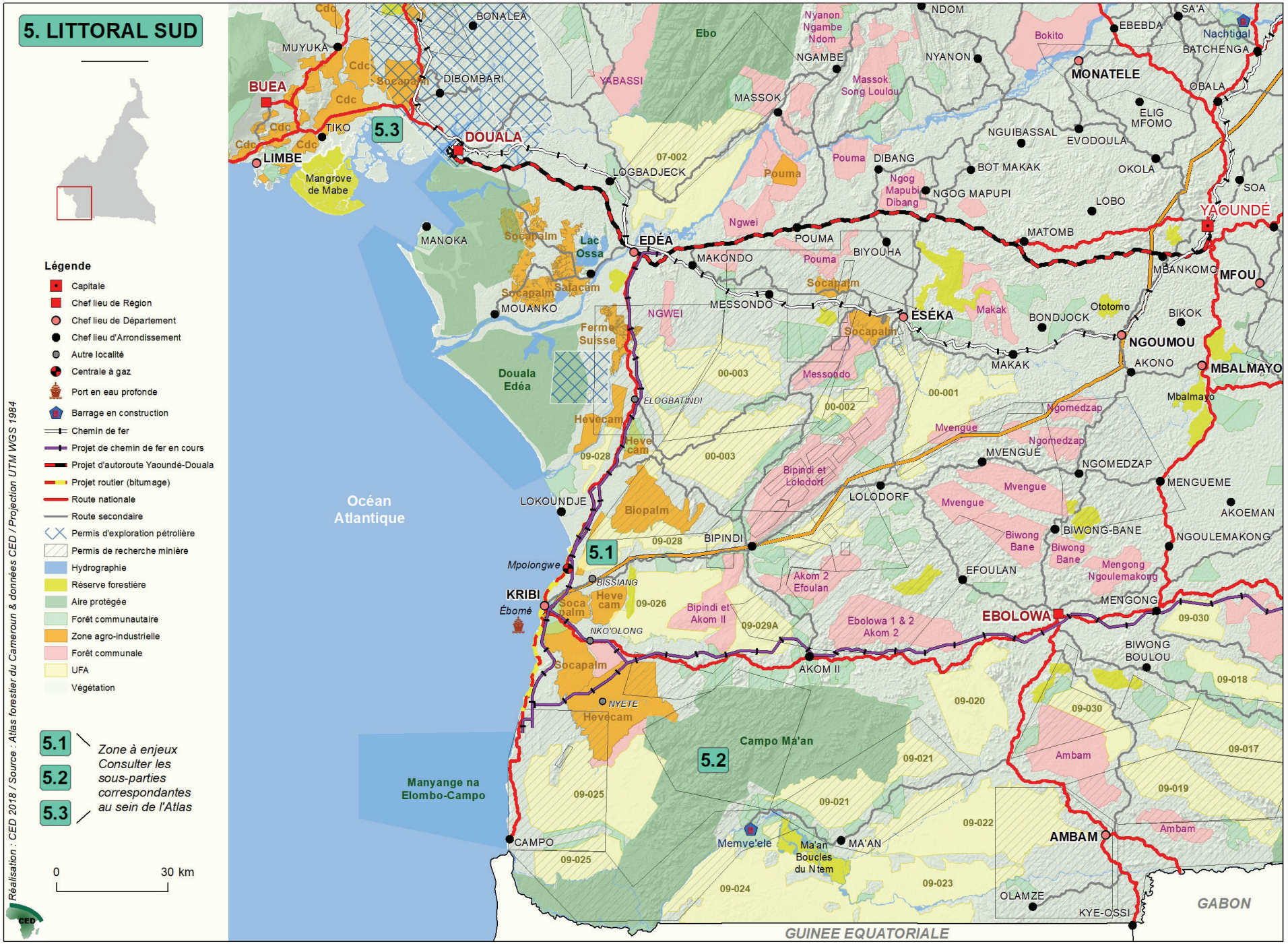
De nombreux projets de conservation de la biodiversité sont par ailleurs observés dans le Sud-Ouest. Patrimoine mondial de l'UNESCO, le Parc National de Korup (PNK) a été créé par décret présidentiel n° 86/1283 du 30 Octobre 1986. Il partage une frontière commune avec le Parc National de Cross River au Nigeria et couvre une superficie de 126.000 ha. On y observe toutefois une montée du braconnage. A côté de ce projet, on en observe d'autres à l'instar de Takamanda, Rumpi Hills, Ndongere, Kimbi Fungom, Tofala Hills, Bayang Mbo, Bakossi. Dans la même zone, on rencontre les problèmes de rétrocession des terres des communautés par la CDC.

Dans la zone du Nord-Ouest Cameroun, la pression foncière n'est pas moins considérable. Le problème d'accaparement de terres est perceptible avec la présence d'agro-industries, à l'instar de Ndawara Tea Estate et de la Cameroon Tea Estate. Des conflits agro-pastoraux foisonnent également dans la zone avec la présence des Mbororos et des éleveurs qui viennent de pays étrangers comme le Nigeria et le Tchad. Dans le Nord-Ouest, par exemple, le village Esu, situé dans l'arrondissement de Fungom, à environ 25 km de Wum, chef-lieu du département de la Menchum, dans la région du Nord-Ouest du Cameroun, au phénomène de conflits agro-pastoraux est adossé l'accaparement des terres.

Ces conflits agro-pastoraux se prolongent jusqu'à l'Ouest Cameroun. A Tchada 2 Baleng, une élite locale a procédé à l'accaparement de terres de pâturage des Mbororos. De violents conflits agriculteurs-éleveurs en sont nés. La terre demeure une source de conflits, la présence de la ville, la pression démographique concourant à une ruée vers la terre. On assiste à une recrudescence de conflits dans l'immatriculation de terres aux particuliers.



Littoral - Sud


5. LITTORAL SUD
Légende
Capitale
Chef lieu de Région
Chef lieu de Département
Chef lieu d'Arrondissement
Autre localité
Centrale à gaz
Port en eau profonde
Barrage en construction
Chemin de fer
Projet de chemin de fer en cours
Projet d'autoroute Yaoundé-Douala
Projet routier (bitumage)
Route nationale
Route secondaire
Permis d'exploration pétrolière
Permis de recherche minière
Hydrographie
Réserve forestière
Aire protégée
Forêt communautaire
Zone agro-industrielle
Forêt communale
UFA
Végétation
5.1
5.2
5.3
Zone à enjeux
Consulter les sous-parties correspondantes au sein de l'Atlas
0
30 km
Réalisation : CED 2018 / Source : Atlas forestier du Cameroun & données CED / Projection UTM WGS 1984
Océan Atlantique
Douala Edéa
Manyange na Elombo-Campo
Campo Ma'an
Mangrove de Mabe
Boucles du Ntem
BUEA
LIMBE
TIKO
MUYUKA
BONALEA
DIBOMBARI
DOUALA
MANOKA
MOUANKO
EDÉA
LOGBADJECK
MASSOK
YABASSI
NGAMBE
NYANON
NDOM
Nyanon Ngambe Ndom
Ebo
Massok Song Loulou
Pouma
DIBANG
Ngog Mapubi Dibang
NGOG MAPUPI
BOT MAKAK
NGUIBASSAL
EVODOULA
MONATELE
OBALA
ELIG MFOMO
OKOLA
LOBO
SOA
YAOUNDÉ
MATOMB
MBANKOMO
MFOU
BIYOUHA
MAKONDO
POUMA
Ngwei
Lac Ossa
Socapalm
Safacam
MESSONDO
NGWEI
ÉSÉKA
Makak
BONDJOCK
Ototomo
BIKOK
NGOUMOU
AKONO
MBALMAYO
Mbalmayo
MAKAK
Ferme Suisse
Messondo
ELOGBATINDI
Hevecam
Heve cam
LOKOUNDJE
Biopalm
BIPINDI
Bipindi et Lolodorf
LOLODORF
Mvengue
Ngomedzap
MVENGUE
NGOMEDZAP
MENGUEME
AKOEMAN
Biwong Bane
BIWONG-BANE
NGOULEMAKONG
Mengong Ngoulemakong
EFOULAN
Akom 2 Efoulan
Mpolongwe
BISSIANG
KRIBI
Ébomé
NKO'OLONG
Bipindi et Akom II
Ebolowa 1 & 2 Akom 2
EBOLOWA
MENGONG
BIWONG BOULOU
AKOM II
NYETE
Hevecam
Ambam
AMBAM
Memve'ele
MA'AN
CAMPO
OLAMZE
KYE-OSSI
GABON
GUINEE EQUATORIALE
00-001
00-002
00-003
07-002
09-017
09-018
09-019
09-020
09-021
09-022
09-023
09-024
09-025
09-026
09-028
09-029A
09-030

PRESENTATION SOMMAIRE LITTORAL - SUD

Département de l'Océan

Avec la construction du port en eau profonde de Kribi, la multiplication de projets d'infrastructure et son étonnante richesse et diversité en ressources naturelles, le département de l'Océan est un site hautement attractif pour les investisseurs. L'existence dans la zone de concessions foncières et forestières, de permis de recherche minier, génère une pression croissante sur les terres et de nouvelles pulsions dans les conflits liés à leur utilisation. Cette situation conduit à une forte menace sur les moyens de subsistance de nombreuses communautés locales et autochtones vivant de l'agriculture. Dans le même temps, la mise en œuvre de projets infrastructurels n'est pas toujours encadrée par un processus adéquat d'indemnisation et de compensation.

Dans l'arrondissement de Nyete, la pression sur les terres est considérable du fait de la présence de deux grandes agro-industries, précédemment étatiques depuis plus de quatre décennies. La présence de la concession HEVECAM Nyete impacte plus d'une vingtaine de communautés locales et autochtones. Bien que des tensions sociales aient été perceptibles jusqu'ici, la société entreprend depuis quelques années l'ouverture du dialogue avec ces riverains, à l'effet de rechercher une cohabitation pacifique. Dans le même temps, la SOCAPALM voisine à HEVECAM entend occuper l'essentiel de sa concession foncière Kienke, en développant ses plantations dans les forêts environnant les villages d'Agan-Oveng, Nkolmbonda, Nkolong. Dans les arrondissements de Kribi 1er et 2ème et Lokoundje, où la SOCAPALM est implantée, elle occupe de vastes superficies de plus de 21.000 ha. Les extensions jusqu'aux marécages et le renouvellement des plantations continuent de soulever de vives inquiétudes au sein des communautés riveraines. Le problème fondamental de l'extension des plantations est celui de la restriction de l'accès à la terre et aux moyens de subsistance pour des communautés locales et autochtones occupant ces espaces depuis des décennies.

Au supplément de sa vieille plantation de Nyete, l'agro-industrie HEVECAM dispose d'extensions à Bissiang et Elogbatindi, dans l'arrondissement de la Lokoundje. Des tensions sur ces sites sont perceptibles avec les communautés riveraines qui réclament la prise en compte de leurs droits fonciers. Dans la zone d'Elogbatindi, la pression est d'autant plus vive que d'autres agro-industries y sont présentes. On y retrouve en l'occurrence Biopalm, dans les environs de Bela, les extensions de la PHP (Plantations du Haut-Penja) à Dehane. Ces différents facteurs réunis sont la source de tensions sociales croissantes.

De manière globale dans le département de l'Océan, on observe une multiplication des appétits pour le foncier, avec une réelle ruée vers les terres, en l'absence d'une véritable redevabilité. De nombreux investisseurs, aussi bien des particuliers que des sociétés, se rapprochent des communautés locales à l'effet d'y acquérir des terres. Au nombre de ces particuliers, se situent en bonne place des allogènes, dont des employés d'agro-industries et autres projets d'infrastructures ou d'exploitation des ressources naturelles. Ceux-ci acquièrent des terres à vils prix et se lancent dans la spéculation. La raréfaction de la ressource qui s'en suit est décuplée par la concurrence sur le marché du fait de l'engagement croissant des employés des agro-industries dans l'agriculture de subsistance mais surtout commerciale.

Situé à l'extrême sud du Cameroun, le long de la frontière avec la Guinée Équatoriale, et bordé à l'ouest par l'Océan Atlantique, le parc national de Campo Ma'an a été créé en 2000 par décret n°2000/004. Réserve de la biosphère

de l'UNESCO, sa création avait pour objectif la conservation de la faune et de la biodiversité, dans le cadre de la compensation des effets environnementaux du Projet de l'oléoduc Tchad-Cameroun.

La création du parc a entraîné la perte d'usages et d'habitat pour les communautés autochtones Bagyeli, peuples autochtones de forêt, chasseurs-cueilleurs. En 2015, un mémorandum d'accord a été signé entre le Ministère des Forêts et de la Faune et les représentants des communautés Bagyeli riveraines au parc. Ce mémorandum avait pour objectif de permettre aux peuples autochtones d'accéder aux ressources naturelles du Parc sous le contrôle du service de la conservation. Parvenu au terme de cet accord en 2018, les enjeux de sa reconduction restent cruciaux.

A la faveur d'incitations gouvernementales, sur l'ensemble du territoire départemental, les communautés autochtones Bagyeli ont rejoint le bord de routes. La présence antérieure de communautés locales sur les lieux a favorisé la multiplication de conflits, notamment fonciers, entre communautés. Avec en toile de fond une relation dominant-dominé, cette insécurité foncière aboutit à une insécurité alimentaire et à une profonde perte des savoirs traditionnels chez les peuples autochtones.

Les arrondissements de la Lokoundje, d'Akom 2, de Bipindi et de Mvengue sont particulièrement riches en ressources forestières. En vue de leur exploitation, on y retrouve des Unités forestières d'aménagement, des ventes de coupe, des forêts communales et des forêts communautaires. En marge de l'exploitation forestière illégale qui y abonde, les questions de prise en compte des droits des communautés (information, participation, accès à la justice) demeurent épineuses dans l'exploitation des forêts communales et des UFA. Si ces exploitations ont un impact certain au moins sur les usages des communautés, la pression foncière est davantage exacerbée du fait de la multiplication de permis miniers. La zone étant assez riche en ressources minières, une foule de sociétés ont sollicité et continuent de solliciter de l'Etat des permis miniers de recherche. On comptera au nombre de celles-ci les sociétés CAMINA, CAMINEX et Gstones.

On observe dans la zone la couverture d'arrondissements entiers par des permis miniers, à l'instar de l'arrondissement d'Akom 2. Ces différentes exploitations ont un impact certain sur l'accès à la terre pour des communautés locales et autochtones, dont la faible prise en compte des droits dans la gestion des ressources naturelles peut aboutir à la multiplication de conflits sociaux déjà perceptibles.

Site du Fako (Buea)

Les problèmes fonciers rencontrés dans la zone du Fako tirent leur source des vestiges de la colonisation. Il s'agit en l'occurrence de la cession des terres de la Cameroon Development Corporation (CDC). Cette cession de terre faisait suite à la dépossession des terres traditionnelles des communautés locales par les colons il y a environ cent trente ans. Les communautés riveraines ont été contraintes d'abandonner leurs vastes étendues de terres ancestrales sans compensation, ce qui a conduit à un déplacement massif du peuple Bakweri.

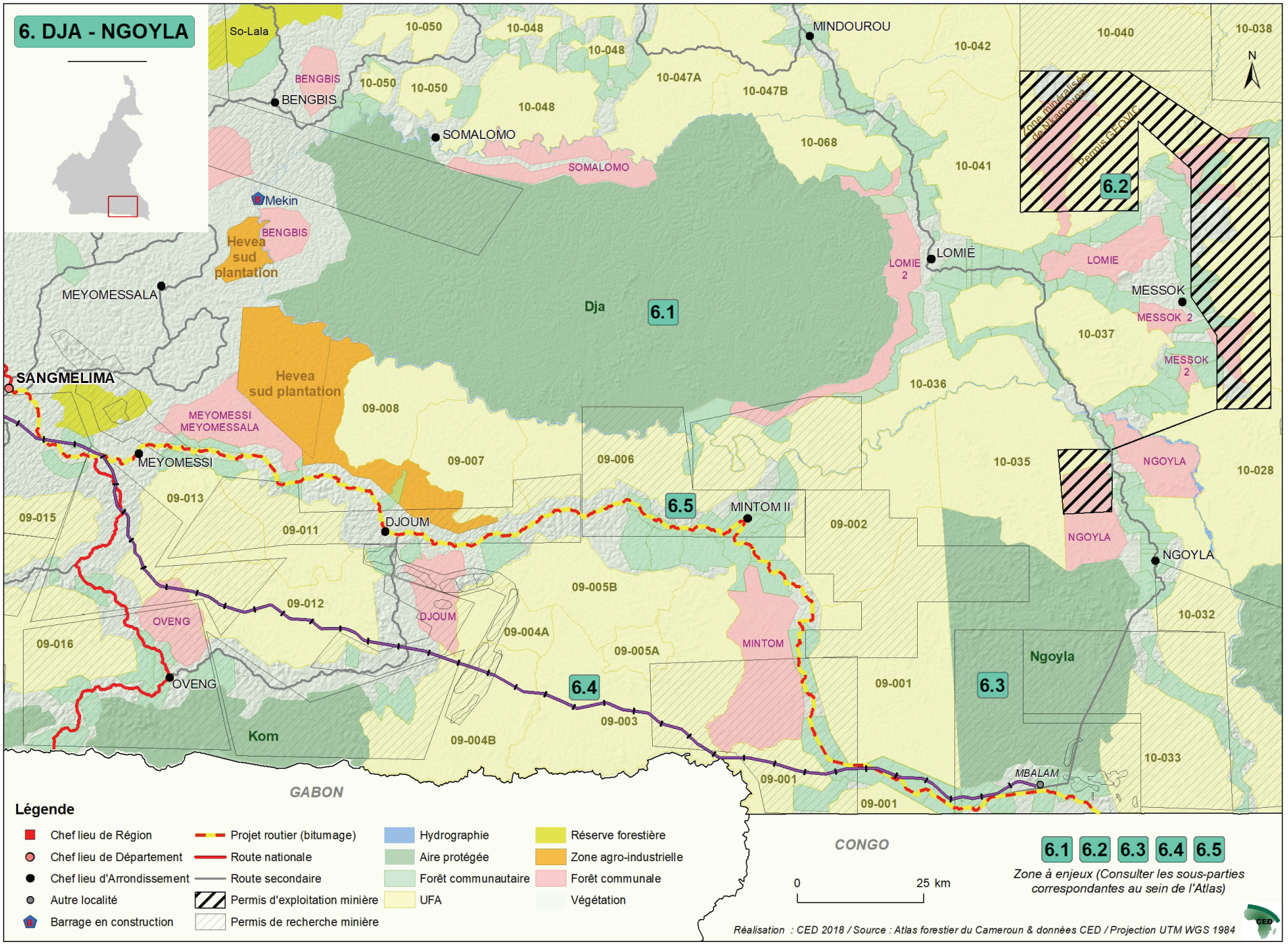
Depuis des décennies, le peuple Bakweri a entamé de nombreuses actions à l'effet de rentrer en possession de ses droits. Au nombre de celles-ci, la saisine de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples. Consécutivement à ces actions, le gouvernement camerounais a tenté de résoudre le conflit en mettant en œuvre des mesures. Il s'agira en l'occurrence de la redistribution progressive des terres de la concession aux Bakweri. L'enjeu

majeur demeure ici reste la redistribution de ces terres. En effet, cet exercice s'avère laborieux du fait, entre autres, de la présence d'allogènes venus s'installer dans la région à la recherche d'emploi. Les conflits fonciers se multiplient du fait de la concurrence dans l'accès et le contrôle des terres. Ces allogènes et autres élites acquièrent des terrains et les revendent au détriment des personnes originaires de la zone. La conséquence immédiate de cette situation est une raréfaction de la ressource dans la zone.

L'intérêt majeur dans la zone du Fako reste la compréhension des processus historiques d'accaparement des terres et leurs effets sur l'utilisation actuelle des terres et la gouvernance foncière dans la région. Le rôle de l'Etat et des autres acteurs dans la facilitation du processus de redistribution des terres apparaît dès lors plus qu'intéressant.

VI

Dja - Ngoyla


6. DJA - NGOYLA
So-Lala
BENGBIS
BENGBIS
SOMALOMO
SOMALOMO
Mekin
BENGBIS
Hevea sud plantation
MEYOMESSALA
Dja
6.1
SANGMELIMA
Hevea sud plantation
MEYOMESSI MEYOMESSALA
MEYOMESSI
DJOUM
6.5
MINTOM II
OVENG
OVENG
6.4
Kom
GABON
MINDOUROU
LOMIÉ
LOMIE 2
LOMIE
MESSOK
MESSOK 2
MESSOK 2
6.2
Zone minéralisée de Nkamouna
Permis de recherche
NGOYLA
NGOYLA
NGOYLA
MINTOM
Ngoyla
6.3
MBALAM
CONGO
10-050
10-048
10-048
10-050
10-050
10-048
10-047A
10-047B
10-068
10-041
10-042
10-040
10-038
10-037
10-036
10-035
10-028
10-032
10-033
09-008
09-007
09-006
09-013
09-015
09-011
09-002
09-012
09-016
09-005B
09-004A
09-005A
09-001
09-003
09-004B
09-001
09-001
N
0
25 km
6.1 6.2 6.3 6.4 6.5
Zone à enjeux (Consulter les sous-parties correspondantes au sein de l'Atlas)
Légende
Chef lieu de Région
Chef lieu de Département
Chef lieu d'Arrondissement
Autre localité
Barrage en construction
Projet routier (bitumage)
Route nationale
Route secondaire
Permis d'exploitation minière
Permis de recherche minière
Hydrographie
Aire protégée
Forêt communautaire
UFA
Réserve forestière
Zone agro-industrielle
Forêt communale
Végétation
Réalisation : CED 2018 / Source : Atlas forestier du Cameroun & données CED / Projection UTM WGS 1984

Dja – Ngoyla

1. Risque de conflit autour de la réserve du Dja

Site du patrimoine mondial de l'UNESCO, la réserve du Dja se distingue par sa biodiversité exceptionnelle. Nonobstant son statut de patrimoine mondial, la réserve du Dja est soumise à de fortes pressions anthropiques. En effet, plusieurs activités humaines se déroulent tout autour de ses limites. On peut citer entre autres : la construction du barrage hydroélectrique de Mékin au nord de ses limites, le développement de la plantation d'hévéa de la société Sud-Cameroun Hévéa (SUDCAM), le projet d'exploitation minière de nickel-cobalt de GEOVIC, l'exploitation forestière, le braconnage et l'exploitation minière artisanale.

Le développement de ces activités s'exerce sur de grandes étendues de terres, ce qui crée une pression foncière autour de la réserve. Les communautés locales et autochtones sont coincées entre ces différentes activités qui se chevauchent.

Face à cette situation de compétition, les conflits liés à l'accès et à la gestion des espaces fonciers entre les communautés, entre les communautés et les différents investisseurs et entre les investisseurs tout autour la réserve du Dja, sont inévitables. De plus, l'attribution d'un permis de recherche dans une partie de la réserve ne vient pas résoudre le problème.

2. Risque de conflit autour du projet minier de GEOVIC

L'entreprise GEOVIC a un permis d'exploitation de nickel, de cobalt et manganèse dans la localité de NKAMOUNA. Toutefois, ce permis chevauche plusieurs autres titres, notamment des Unités forestières d'aménagement, des forêts communales et des forêts communautaires. A ces titres, il faut ajouter les usages des communautés.

L'exploitation du gisement de NKAMOUNA aura pour conséquence de priver les communautés riveraines d'une partie de leur espace foncier, et de mettre en compétition les propriétaires des différents titres. Les problèmes soulevés par l'exploitation de ce gisement vont déboucher sur les conflits fonciers entre les différents acteurs en présence.

3. Risque de conflit autour de la réserve de faune de Ngoyla

Créée en 2014, la réserve de faune de Ngoyla a pour but d'assurer une gestion durable, en vue de sauvegarder les espèces animales, végétales et leurs habitats. Seulement, une partie de la réserve est située dans le périmètre d'exploitation du fer de Mbalam dont la convention minière a été signée en 2012 entre le gouvernement camerounais et Sundance Ressources.

En dehors de ce chevauchement, un permis de recherche de l'or attribué en 2016 est implanté dans une partie de la réserve. Il existe également autour de la réserve des unités forestières d'aménagement, des exploitants artisanaux d'or, une partie du projet cobalt de GEOVIC et la forêt communale de Ngoyla. Ces différentes activités et l'existence

de titres autour de la réserve menacent considérablement son intégrité et l'objectif pour lequel elle a été créée. Il faut aussi souligner la mise en activité de ces projets et relever que les vagues de migrations qu'elles entraineront auront des incidences sur la disponibilité des terres pour les communautés locales et autochtones qui vivent dans la zone. Il n'y a donc pas de doute que ces projets seront à l'origine de conflits fonciers.

4. Risque le long du tracé du chemin de fer Mbalam-Kribi

Le chemin de fer Mbalam-Kribi est un projet intégré au projet d'exploitation du fer de Mbalam. Il vise la construction par l'entreprise Railco d'une ligne de chemin de 510 km qui reliera le site d'exploitation du fer de Mbalam au port de Kribi. Mais, le tracé du chemin ne se fait pas sur une de zone de non droit. En effet, il empiétera sur des permis de recherche minière, des unités forestières d'aménagement, des forêts communales et des forêts communautés. Il sera aussi l'objet du déplacement de plusieurs communautés locales et autochtones, qui perdront leurs espaces vitaux. Au demeurant, il n'est pas exclu que des conflits liés à l'accès à la terre naissent le long de l'emprise du chemin de fer à cause des multiples projets qui sont en cours dans la zone.

5. Les risques le long de la route transnationale Sangmélima–Ouesso

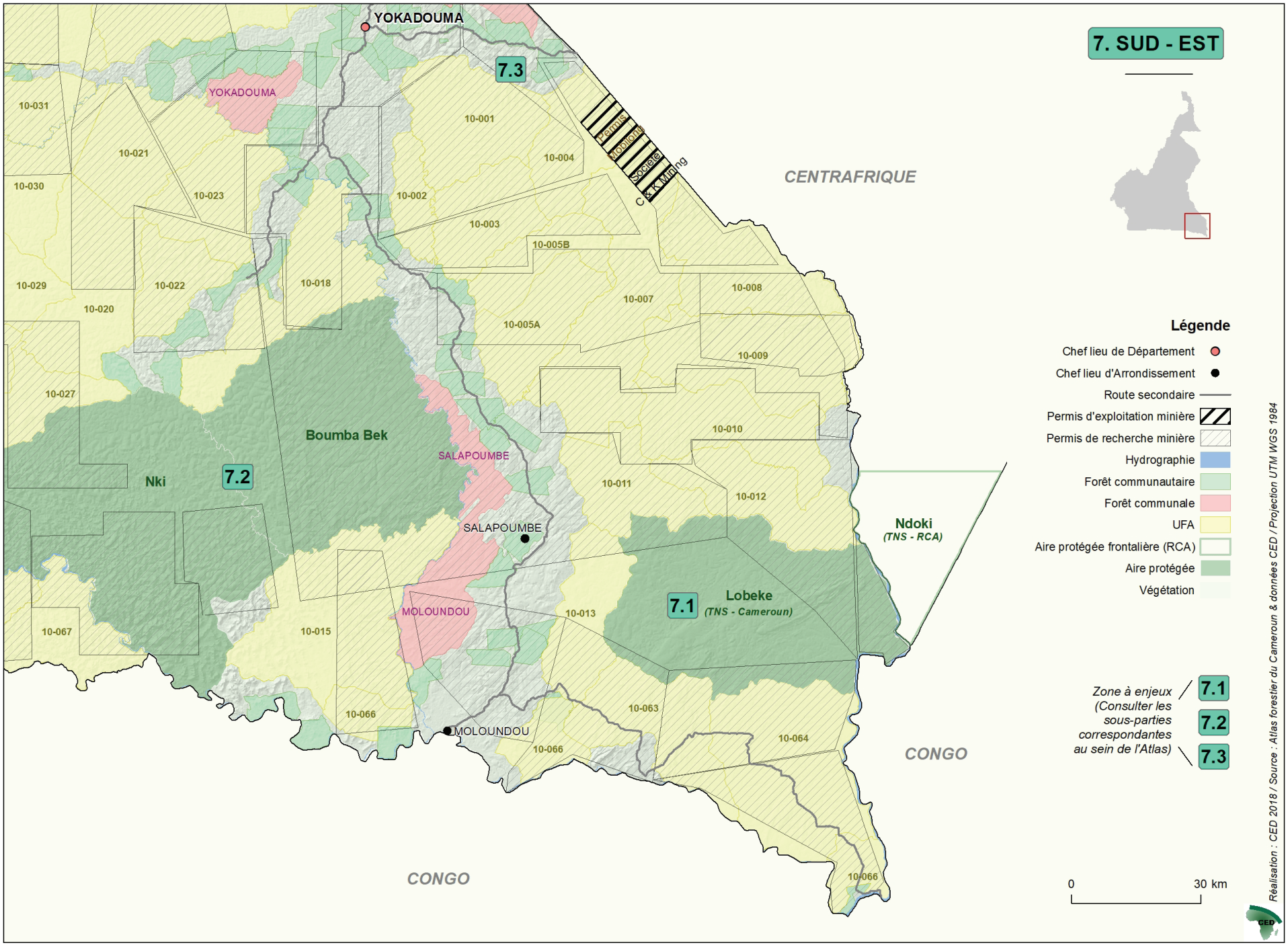
La transnationale Sangmélima-Ouesso, qui vise à relier par voie terrestre le Cameroun à la République du Congo, est l'un des projets intégrateurs le plus en vue dans la sous-région Afrique centrale.

Comme pour bien des projets, sa réalisation est à l'origine de plusieurs problèmes le long de son tracé. Cette route empiète sur des forêts communautaires et sur les autres espaces vitaux des communautés. Sur certains tronçons, les travaux ont débuté sans indemnisations des populations, dans les endroits où ils ont eu lieu, les communautés se plaignent qu'ils ont été mal exécutés.

La route est toujours en chantier, notamment les tronçons Meyomessi-Djoum, Mintom–Lélé-Frontière du Congo et rien n'exclut que si les choses sont mal faites, on assiste à des conflits.

VII

Sud - Est


7. SUD - EST
YOKADOUMA
7.3
YOKADOUMA
10-031
10-021
10-030
10-023
10-001
10-004
10-002
10-003
10-005B
10-029
10-022
10-018
10-020
10-007
10-008
10-005A
10-009
10-027
Boumba Bek
SALAPOUMBE
Nki
7.2
10-010
10-011
10-012
SALAPOUMBE
Ndoki
(TNS - RCA)
7.1
Lobeke
(TNS - Cameroun)
MOLOUNDOU
10-013
10-067
10-015
10-066
10-063
MOLOUNDOU
10-064
10-066
CONGO
CENTRAFRIQUE
CONGO
10-066
Permis
Societe
C & K Mining
Légende
Chef lieu de Département
Chef lieu d'Arrondissement
Route secondaire
Permis d'exploitation minière
Permis de recherche minière
Hydrographie
Forêt communautaire
Forêt communale
UFA
Aire protégée frontalière (RCA)
Aire protégée
Végétation
Zone à enjeux (Consulter les sous-parties correspondantes au sein de l'Atlas)
7.1
7.2
7.3
0
30 km
Réalisation : CED 2018 / Source : Atlas forestier du Cameroun & données CED / Projection UTM WGS 1984

Sud - Est

1. Risques autour du parc national de Lobéké

Le parc national de Lobéké riche en biodiversité fait partie du complexe d'aire protégé du trinational de la Sangha (TNS) patrimoine mondial de l'UNESCO.

Malgré sa valeur exceptionnelle reconnue par la communauté internationale, le parc est entouré d'unités forestières d'aménagement (UFA) et des permis de recherche de l'or chevauchent avec une partie de son territoire. Ces activités y compris l'exploitation artisanale de l'or, menacent son intégrité. La circulation des armes de guerres du fait de la crise centrafricaine et les déplacements des populations fuyant les conflits ont favorisé la pression sur les ressources naturelles notamment le braconnage dans et aux abords du parc.

La présence du parc, des UFA et des permis de recherche ont une incidence sur la disponibilité des terres pour les populations locales et autochtones qui voient leur accès aux ressources forestières limité ou tout simplement interdit.

2. Risque de conflit autour des parcs nationaux de Nki et Boumba Bek

Aires protégées contiguës, les parcs nationaux de Nki et Boumba Bek se distinguent des autres parcs nationaux par la diversité de la faune et de la flore qu'ils abritent. Toutefois, malgré leur statut, des permis de recherche d'or, fer et cobalt ont été attribués dans et en périphéries de leur superficie. Entourés d'unités forestières d'aménagement et de forêts communales et communautaires, les activités d'exploitation artisanale de l'or et de diamant se déroulent tout autour des parcs. La juxtaposition des ces permis et le chevauchement des ces activités fragilisent l'intégrité des deux parcs. Aussi, la concentration de plusieurs activités dans la zone entraine une pression foncière ce qui a pour conséquence la restriction de l'accès aux ressources forestières pour les peuples autochtones et les communautés locales.

3. Risque de conflit dans l'arrondissement de Yokadouma

L'arrondissement de Yokadouma est l'une des plus grandes communes forestières du Cameroun. Mais la notoriété de Yokadouma n'est pas seulement tributaire de son vaste massif forestier mais également par la présence de l'un des plus grands gisements de diamant au monde : le gisement de diamant de Mobilong. Limitrophe à la République centrafricaine, Yokadouma voit constamment sa population augmenter à chaque crise centrafricaine. La ville compte de milliers de réfugiés vivant dans et dehors des camps. Ces derniers ont une incidence sur la gestion durable des ressources naturelles dans cette partie du territoire. Leurs besoins en bois de chauffe et moyens de subsistance les poussent dans une exploitation illégale et à attournance des ressources forestières et minières. Cette exploitation à des impacts sur la disponibilité de la terre et des ressources naturelles.

Cet état de fait crée une concurrence avec les populations locales et autochtones de l'arrondissement. De plus, la présence des UFA a eu pour effet, de priver ces derniers de vastes espaces où ils pouvaient développer leurs activités

économiques, sociales et culturelles. Il faut également souligner que Yokadouma attire de plus en plus investisseurs miniers qui ont obtenu des permis de recherche qui chevauchent à l'image du permis d'exploitation de diamant avec les UFA, les forêts communales et communautaires.

Cette ruée vers les ressources naturelles dans l'arrondissement de Yokadouma est à l'origine de la pression foncière qui sévit. Pression également occasionnée par les élites qui s'accaparent de vastes superficies pour le développement des cultures de rentes telles que le cacao, privant ainsi les communautés locales et autochtones des terres nécessaires pour leur épanouissement socio-économique. Tout comme les autres localités de la région de l'Est, Yokadouma n'est pas à l'abris de conflits fonciers.

Centre pour
l'Environnement et
le Développement



Réalisé par le CED :

Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)
167,Rue 1115 Etoa-Meki
B.P. 3430 Yaoundé, Cameroun Tél:(237) 695 544 931
E-mail: contact@cedcameroun.org;
Site Web:www.cedcameroun.org